

Fermeture Ford Blanquefort : Bordeaux Métropole demande le remboursement des aides versées



© NICOLAS TUCAT / AFP

Dans un communiqué envoyé ce vendredi 21 décembre, les élus de Bordeaux Métropole demandent à Ford de rembourser les aides qui lui ont été versées dans le cadre de l'accord signé le 23 mai 2013. La somme s'élevait à 12 millions d'euros.

Par Margaux Dubieilh Publié le 21/12/2018 à 16:20

La pression s'accroît sur Ford... Les élus de Bordeaux Métropole ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Ils demandent au géant américain de leur **rembourser une partie des aides versées** pour soutenir l'usine de Blanquefort.

Les élus métropolitains demandent que les aides versées par Bordeaux Métropole à Ford [...] soient remboursées afin qu'elles puissent être réaffectées au financement de solutions individuelles pour les salariés et d'actions de ré-industrialisation du site et des territoires sinistrés en termes d'emplois.

Critiques virulentes

En effet, Ford avait annoncé **le 13 décembre dernier** qu'il refusait l'offre de reprise proposée par **Punch Powerglide**, condamnant l'usine à fermer. Une décision vivement critiquée par les syndicats et politiques de tous bords, notamment le **président de Bordeaux Métropole Alain**

Juppé :

Alain Juppé contre la fermeture de Ford à Blanquefort

Des millions d'aides publiques

Ford était implanté **depuis 40 ans** sur le site de la commune Bordelaise. Au plus fort de son activité dans les années 2000, le constructeur automobile employait **plus de 3500 salariés**.

Il a aussi reçu des **aides publiques pour soutenir ses investissements**, notamment **en 1995 et 2011**. **En mai 2013**, Ford avait signé un contrat-cadre où l'État et les collectivités locales s'engageaient à verser **12 millions d'euros** d'aides diverses pour maintenir et développer ce site industriel majeur de l'agglomération.

Aujourd'hui, suite à la "trahison" de Ford, les élus métropolitains souhaitent que cette somme leur soit remboursée, et *"vont étudier les voies et moyens juridiques de faire valoir les intérêts de la collectivité, compte tenu de l'ampleur de cette catastrophe industrielle, sociale et territoriale."*

Respect des obligations

Par ailleurs, ils aimeraient que la législation sur les conditions de reprise d'une entreprise soit renforcée et appellent le gouvernement **à la vigilance :**

Les élus métropolitains demandent à l'Etat de veiller avec la plus grande rigueur au respect des obligations faites à Ford en matière de reclassement des salariés qui resteraient sans solution.